

12 Débats

La classe moyenne en Suisse: un âge d'or plutôt que le déclin

OPINION

De nombreux observateurs de l'économie numérique nous présentent l'érosion de la classe moyenne. Si, par le passé, le progrès technique a réduit la part des postes peu qualifiés dans l'agriculture et l'industrie, l'automatisation menace désormais aussi les métiers qualifiés, tels que les employés de commerce, les agents de voyage ou les fonctionnaires postaux. Certains économistes nous affirment ainsi que l'emploi ne croît plus qu'aux marges - dans les professions intellectuelles bien rémunérées ainsi que dans les services à la personne peu rétribués, comme les aides-soignants ou les coursiers. Le résultat serait l'effondrement de la classe moyenne et une polarisation de la société.

Que penser de cette analyse? D'abord, elle est mal posée au niveau conceptuel. La classe moyenne n'a jamais occupé le milieu arithmétique de la structure sociale, mais son milieu hiérarchique. Au XIXe siècle, la classe moyenne était une petite catégorie de travailleurs intellectuels qui se situait au-dessous de la classe supérieure des nobles vivant de leur fortune et au-dessus de la grande masse des travailleurs agricoles, ouvriers industriels, artisans et domestiques qui vivaient de leur travail manuel. Si la classe moyenne s'est beaucoup élargie depuis lors, le travailleur gagnant le salaire moyen - maçon ou mécanicien - relève davantage de la classe ouvrière que de la classe moyenne.

Cependant, le vrai enjeu est empirique et consiste à savoir si les emplois intermédiaires ont disparu et si la structure sociale

suisse s'est polarisée. Une nouvelle étude y répond en analysant les recensements de la population de 1970 à 2010*. Tous les métiers y sont regroupés, sur la base de leur salaire médian, dans cinq classes de taille égale, chaque classe regroupant 20% de l'emploi total. On observe alors qu'au cours de chaque décennie, l'emploi a crû le plus dans la classe qui regroupe les professions les mieux payées et, à l'exception des années 1980, a diminué le plus dans la classe incluant les métiers les moins payés. Entre 1970 et 2000, ce déclin de l'emploi peu qualifié a surtout concerné les travailleurs étrangers. Après 2000, la tendance

s'est inversée et depuis lors les immigrants contribuent fortement à la croissance de l'emploi dans les professions les mieux qualifiées.

Plutôt qu'une polarisation, nous observons donc une amélioration de la structure de l'emploi. L'Enquête suisse sur la population active montre que cette amélioration s'explique par la forte croissance de la classe moyenne salariée. Entre 1991 et 2016, cadres, experts et techniciens sont passés de 34 à 48% de la population active. En parallèle, la part de l'emploi des ouvriers de production a chuté de 23 à 16%, et celle du personnel auxiliaire de bureau de 17 à 8%. Seule une catégorie de la classe ouvrière a pris de l'ampleur depuis 1991: les travailleurs des services à la personne, qui sont passés de 13 à 15%. Cette croissance fut toutefois trop faible pour compenser la suppression des postes dans l'agriculture, l'industrie et le

back-office. Le changement structurel de l'économie n'a donc pas érodé la classe moyenne, mais clairsemé les rangs des ouvriers industriels et du petit personnel administratif.

Ce changement structurel n'a pas provoqué une hausse du taux de chômage, qui était de 3,5% entre 1991 et 2000 et de 3,1% entre 2001 et 2010. Elle n'a pas non plus entraîné un recul du taux d'activité, qui est resté constant aux alentours de 82% entre 1991 et 2010. Comment l'emploi a-t-il pu croître dans les professions bien payées et diminuer dans les métiers peu rémunérés sans que cela fasse augmenter le chômage? La réponse réside dans l'évolution des qualifications. Il y a eu non seulement un recul de l'emploi dans les métiers peu qualifiés, mais également - grâce à l'augmentation du niveau de formation et à l'immigration de mieux en mieux formée - moins de personnes peu qualifiées en âge de travailler. De toute évidence, l'expansion de la formation a réussi à suivre l'allure du progrès technologique en Suisse. ■

* D. Oesch & E. Murphy, «La classe moyenne n'est pas en déclin, mais en croissance. L'évolution de la structure des emplois en Suisse depuis 1970». Social Change in Switzerland No 12, www.socialchangeswitzerland.ch

DANIEL OESCH
PROFESSEUR À L'INSTITUT
DES SCIENCES SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE



EMILY MURPHY
CHARGÉE DE RECHERCHE
À L'UNIVERSITÉ D'OXFORD



Pyongyang, un pion au cœur de la rivalité sino-américaine

OPINION

Ne vous y trompez pas. La Corée du Nord, Etat ermite possédant un budget de la défense presque cent fois inférieur à celui des Etats-Unis, n'est devenue nuisible à la stabilité de l'Asie de l'Est que parce que la rivalité régionale entre Washington et Pékin lui le a permis. Les experts et diplomates pourront donc s'égarer à proposer leurs solutions, aucune ne résoudra le casse-tête nord-coréen si les Etats-Unis et la Chine ne règlent pas leurs différends au préalable.

Le 29 novembre 2017, après le tir d'un missile balistique intercontinental capable d'atteindre la totalité du territoire américain, les médias nord-coréens ont célébré «l'achèvement d'une force nucléaire d'Etat». La dissuasion nucléaire semble en effet à portée de main de la Corée du Nord. Quelles options reste-t-il pour la communauté internationale?

La militaire d'abord, comme Donald Trump se plaît à l'insinuer en professant que «toutes les options sont sur la table». Elle est peu probable cependant. Outre le coût exorbitant qu'aurait une guerre dans la péninsule coréenne aujourd'hui, il convient de se demander pourquoi le Pentagone n'a jamais sérieusement envisagé des opérations de désarmement ou de décapitation du régime de Pyongyang. La réponse réside essentiellement dans l'incertitude américaine quant à l'attitude de Pékin en cas d'opération militaire.

La Chine est liée à la Corée du Nord par une alliance datant de 1961 qui prévoit une entraide militaire si un des deux pays est attaqué. Bien entendu, il n'est pas certain que Pékin respecte ses engagements. La Chine a tout intérêt à éviter une confrontation militaire avec les Etats-Unis dans la péninsule coréenne, où des centaines de milliers de chinois sont tombés sous les balles américaines durant la guerre de Corée. Il n'en reste pas moins que la position

de Pékin est ambiguë et brouille les calculs américains. Sans la garantie d'une neutralité chinoise, l'option militaire est peu réaliste pour Washington.

La deuxième option pour traiter le problème nord-coréen est d'allier l'approche diplomatique aux sanctions économiques

La Chine redoute l'affaiblissement ou la disparition d'un Etat tampon avec les Etats-Unis

afin d'amener Pyongyang à négocier. Des progrès certains ont été réalisés ces derniers mois à cet égard. La résolution 2375 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en réponse à l'essai nucléaire nord-coréen du 2 septembre 2017, prévoit notamment une réduction de moitié de l'approvisionnement de la Corée du Nord en produits pétroliers raffinés et un gel du volume de livraison du pétrole brut. Ces nouvelles sanctions n'ont cependant pas eu l'effet escompté, comme le prouve le récent tir de missile balistique.

Une version préliminaire de la résolution proposée par les Etats-Unis prévoyait un embargo total sur le pétrole à destination de la Corée du Nord. Un tel embargo aurait pu faire plier le régime de Pyongyang, mais comportait aussi le risque d'une action nord-coréenne désespérée et violente afin de briser le joug des sanctions et d'éviter une lente asphyxie. Les sanctions allégées de la résolution 2375 sont le résultat de l'opposition de la Chine. Si cette dernière était encline à augmenter la pression sur

Pyongyang, elle n'était pas prête à mettre en péril la stabilité de la péninsule coréenne.

L'impossibilité pour les Etats-Unis d'obtenir de la Chine une promesse de neutralité en cas de conflit et/ou son soutien pour des sanctions efficaces provient du fait que pour Pékin, une déstabilisation de la Corée du Nord serait plus néfaste pour ses intérêts qu'une nucléarisation accomplie de l'Etat ermite. La Chine redoute plus que tout l'affaiblissement ou la disparition d'un Etat tampon avec les Etats-Unis et leur allié sud-coréen, essentiel à sa sécurité nationale.

Cette crainte reflète la profonde méfiance chinoise envers les Etats-Unis. Pékin perçoit la politique américaine en Extrême-Orient comme une stratégie d'endiguement. Les Etats-Unis, eux, prêtent à la Chine des velléités hégémoniques. La crise nord-coréenne, tout comme les tensions en mer de Chine méridionale, est un symptôme de cette méfiance et rivalité mutuelle. Tant que les Etats-Unis n'auront pas convaincu la Chine qu'ils ne cherchent pas à la maintenir en position d'infériorité et de vulnérabilité, cette dernière sera réticente à coopérer pour une stabilisation de sa périphérie. Il est urgent pour les deux pays de conclure une entente cordiale, ou la ligne de contact entre leurs sphères d'influence respectives pourrait bien s'embraser. ■

LIONEL FATTON
MAÎTRE DE CONFÉRENCES,
UNIVERSITÉ WEBSTER, GENÈVE



Antispécisme et désillusion

MICHEL GOY, AIGLE



VOUS ET NOUS

Dans sa préface à *La Force de conviction*, Jean-Claude Guillebaud explicitait avec brio la grande métamorphose, la grande désillusion aussi des idées et des idéaux humains à l'aube de ce nouveau siècle. Le constat d'un monde qui ne sait plus à quels saints se vouer, à quelle idéologie encore croire, à quelle espérance peut-être encore rattachée sa vie. Dans ce monde désenchanté, les misérabilismes divers et variés abondent. Vous en présentez un, en dernière page du *Temps* il y a quelques jours. En toute logique, en effet, prolifèrent celles et ceux qui pensent que l'homme est un animal parmi les animaux, une bête parmi les autres bêtes. Qu'il n'y a donc pas lieu, par un raisonnement la tête à l'envers, d'accorder plus de droit à l'un qu'à l'autre. L'homme, nivelé par le bas, est déchu d'une humanité à laquelle il ne sait plus comment croire. Il y a une pathologie de l'antispécisme, qui ne se

résume pas à une sensibilité prétendument plus développée. Elle prête aux bêtes des sentiments ou des pensées que guette l'anthropomorphisme. Et pour cause: les antispécistes violent plus aisément leur «prochain» sous des traits animaux, à qui l'on peut prêter nombre de sentiments sans contradiction possible... Déçus par l'homme, ils se réfugient dans un succédané d'altérité qui diagnostique plus que toute autre chose leurs propres difficultés relationnelles, leurs propres angosses. Votre journaliste, questionnant l'intéressé sur un éventuel désir d'enfant, termine son article sur cette citation, cet aveu: «Je n'envisage pas de mettre mon combat entre parenthèses pour un seul être humain... Tout est dit. ■

Ecriture inclusive ou exclusive?

CORINNE GRANDJEAN, VEVEY

Le terme d'écriture «inclusive» est bien mal choisi, puisque ces formules «bisexuées» mettent en évidence la différence plutôt que le point commun. N'est-ce pas plutôt une écriture exclusive, ou séparative? Moi, je me sens très bien parmi les «lecteurs», ou les «passants», et suis déçue d'en être exclue en lisant plus loin «... et lectrices». Je n'ose pas imaginer le malaise des personnes transgenres. Il existe de si beaux mots comme «tous» ou «chacun» qui incluent tout le monde sans distinction. On veut en exclure la moitié, quel gâchis! Est-on vraiment devenu bête au point de ne voir dans les «voisins», les «Romains», les «amis», bref dans tous les «ils», que des mâles? Ce n'était pas le cas jusqu'ici, mais voilà qu'on nous y entraîne petit à petit, façon lavage de cerveau. [...] En fait, ce n'est pas tant la pratique ancestrale qui semble gêner que la phrase des manuels qui dit que «le masculin l'emporte sur le féminin». A cause de cela, on veut ajouter des règles qui seront - foi de correctrice - impossibles à établir, et impossibles à maîtriser. Excluez ceux qui peinent en grammaire. Excluez les apprenants étrangers, qui vont préférer «friends» à l'investigation nécessaire avant de choisir entre «amis», «samies» ou «ami-e-s». J'aimerais mieux qu'on adopte les modestes rectifications orthographiques qui simplifient un peu la tâche des courageux (des deux genres!) qui apprennent le français. Prière de trouver un autre qualificatif pour une écriture qui sépare et crée une nouvelle sorte de «fautes» dont on est tout coupables et qui va devenir plus honteuse qu'un «s» oublié. ■

Brunschwig Graf et l'affaire Ramadan

BRIGITTE MARTIN-BÉRAN, Pully

Tariq Ramadan a enseigné au Collège de Genève de 1988 à 1992. Martine Brunschwig Graf a été élue au Conseil d'Etat de ce canton en novembre 1993. Quelques clics sur le Net permettent de l'apprendre sans peine. Que connaît Mme Brunschwig Graf du déroulement de faits qui ont largement précédé son arrivée à la tête du DIP genevois? Rien, et elle ne peut et ne devrait strictement rien en dire. Cela n'a pas empêché votre journaliste de l'interroger sur ses supposées décisions et actions dans cette affaire qu'elle n'a pas connue, et sur le courage du directeur à l'époque. Des interrogations oiseuses qui ont permis à la politicienne de se donner un beau rôle et d'égratigner au passage celui du directeur en lui infligeant une leçon de bonne conduite. [...] A l'heure des «fake news» envahissantes, on devrait relire La Fontaine: «Ne point mentir... C'est le plus sûr: dépendant on s'occupe à dire faux pour attraper du bien.» Rien n'a changé malheureusement. ■